



**BCEAO**

BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**NOTE MENSUELLE DE CONJONCTURE  
ECONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA  
A FIN OCTOBRE 2018**

**Décembre 2018**





**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**NOTE MENSUELLE DE CONJONCTURE ECONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA  
A FIN OCTOBRE 2018**

---

**DECEMBRE 2018**



---

## SOMMAIRE

---

	<b>Pages</b>
<b>PRINCIPALES TENDANCES DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE</b>	<b>3</b>
<b>I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL</b>	<b>6</b>
1.1 Activité économique dans le monde	6
1.2. Actions des banques centrales	6
1.3. Marchés des matières premières	7
1.4. Marchés financiers mondiaux	9
<b>II. ACTIVITES ECONOMIQUES DANS L'UEMOA</b>	<b>12</b>
2.1. - Production de biens et services	12
2.2 - Inflation	15
<b>III. TAUX D'INTERET, LIQUIDITE ET SITUATION MONETAIRE</b>	<b>16</b>
3.1 Taux d'intérêt des marchés monétaire et interbancaire	16
3.2. Taux d'intérêt débiteurs	17
3.3. Liquidité bancaire	18
3.4 Situation monétaire	20
<b>IV. MARCHE FINANCIER DE L'UEMOA</b>	<b>22</b>
4.1 Marché boursier de l'UEMOA	22
4.2 Marché des titres de la dette publique	23
<b>V. PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE L'UEMOA</b>	<b>24</b>
5.1. Environnement international	24
5.2. Perspectives de croissance dans l'UEMOA	26
5.3. Perspectives d'évolution de la situation monétaire de l'Union	28
5.4. Perspectives d'inflation	28
<b>ANNEXES STATISTIQUES</b>	<b>30</b>

---

---

## PRINCIPALES TENDANCES DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE

### 1- Evolution récente

Aux Etats-Unis, l'économie demeure soutenue malgré les tensions commerciales avec la Chine, portée par la vigueur de la consommation et des investissements du secteur privé, dans un contexte de bonne tenue du marché du travail. Dans la zone euro, les indicateurs conjoncturels indiquent un ralentissement du rythme de progression de l'activité économique. Au niveau des pays émergents, la progression de l'activité économique a été moins soutenue, particulièrement en Chine.

La plupart des banques centrales des pays avancés, émergents et des sous-régions ouest africaine et centrale ont maintenu inchangée l'orientation de leur politique monétaire, à l'exception de la BEAC qui a relevé ses taux.

Les prix des produits agricoles exportés par les pays de l'UEMOA ont enregistré des évolutions contrastées. Les cours de l'huile de palmiste, de l'huile de palme, du cacao et du coton ont baissé, tandis que ceux du café robusta, de l'or, du pétrole et du caoutchouc ont augmenté. Les produits alimentaires importés ont connu des hausses, à l'exception de ceux du blé.

Les regains de tensions commerciales entre les Etats-Unis et ses partenaires commerciaux, notamment la Chine, la Russie et la Turquie, continuent d'affecter les places boursières et le marché des changes. Les tensions autour du budget italien ont également accentué la volatilité sur les marchés des changes. Ainsi, les principaux marchés boursiers ont évolué à la baisse. Au niveau du marché des changes, la monnaie européenne s'est repliée par rapport à la plupart des devises des pays avancés, en l'occurrence le dollar des Etats-Unis, la livre sterling et le yen japonais. En revanche, l'euro s'est renforcé face au franc suisse. Sur le marché ouest africain, le franc CFA s'est déprécié par rapport à la plupart des monnaies, à l'exception du leone sierra-léonais.

Les indicateurs récents de conjoncture indiquent un ralentissement de l'activité économique, notamment dans les secteurs industriel et des bâtiments et travaux publics (BTP). Cette tendance a été atténuée par la bonne tenue des activités commerciales et des services marchands. Par rapport à la même période de 2017, l'activité économique a ralenti, en liaison notamment avec la baisse de la cadence des activités extractives et manufacturières ainsi que le repli de la production d'énergie.

Le rythme de progression du niveau général des prix a augmenté dans la plupart des pays de l'Union, en liaison notamment avec la hausse des prix des produits des composantes « Alimentation », « Logement » et « Transport ». Le taux d'inflation s'est établi, en glissement annuel, à 1,0% à fin octobre 2018, stable par rapport au mois précédent. La hausse du niveau général des prix est imputable aux produits alimentaires, en lien principalement avec le renchérissement des céréales au Bénin, en Guinée-Bissau et au Togo, ainsi que des tubercules, plantains et légumes frais en Côte d'Ivoire et au Sénégal.

---

Au cours du mois d'octobre 2018, les taux sur les marchés monétaire et interbancaire se sont inscrits en hausse. Sur les guichets de la Banque Centrale, le taux moyen pondéré et le taux marginal des opérations d'appels d'offres à une semaine sont ressortis respectivement à 3,53% et 2,50%. Sur le marché interbancaire, le taux d'intérêt moyen pondéré sur l'ensemble des maturités est ressorti à 4,56%, en hausse de 35,6 points de base.

L'analyse des conditions de banque à fin octobre 2018 indique une légère baisse du taux débiteur moyen, hors taxes et charges, qui est ressorti à 6,59%, après 6,66% le mois précédent. Suivant la nature du débiteur, les taux d'intérêt ont baissé au niveau des concours accordés aux Etats et organismes assimilés et aux entreprises individuelles.

La liquidité propre des banques s'est améliorée de 54,6 milliards, en lien essentiellement avec l'amélioration du solde de leurs opérations avec les Etats (+568,8 milliards).

La situation monétaire de l'Union à fin octobre 2018 est marquée par une progression, en glissement annuel, de la masse monétaire (10,6%), portée par l'accroissement de sa contrepartie extérieure et les créances des institutions de dépôt sur l'économie. En effet, les Actifs Extérieurs Nets (AEN) des institutions de dépôt de l'Union se sont renforcés de 1.176,5 milliards en une année, en liaison principalement avec la consolidation des AEN de la BCEAO (+1.398,9 milliards). Les créances intérieures ont progressé de 2.123,3 milliards ou 8,1%, en rythme annuel, pour s'établir à 28.391,7 milliards, en liaison avec la hausse des créances sur l'économie et les administrations publiques centrales (APUC).

## **2- Perspectives**

Au plan de l'environnement externe et pour le reste de l'année 2018, l'activité économique poursuivrait sa bonne dynamique à l'échelle mondiale, confortée notamment par la bonne tenue de la demande intérieure aux Etats-Unis. Sur le quatrième trimestre 2018, l'activité économique resterait soutenue quoique à un rythme moins élevé. Les indicateurs conjoncturels disponibles indiquent un ralentissement de l'activité dans les pays avancés et ceux partenaires de l'Union au quatrième trimestre 2018. Le taux de croissance du PIB est attendu en légère décélération aux États-Unis. En zone euro, l'activité économique se ressentirait des inquiétudes autour des marchés émergents, de la situation politique en Europe et des tensions commerciales avec les Etats-Unis. Au Royaume-Uni, les incertitudes autour du brexit affectent l'activité économique.

Sur les marchés des matières premières, les prix des produits agricoles exportés par les pays de l'Union connaîtraient des évolutions contrastées. Les cours du pétrole, du café robusta, du cacao et de l'or augmenteraient, tandis que ceux des autres produits baisseraient. La reprise des cours du pétrole serait expliquée par l'accord entre l'Organisation des pays producteurs de pétrole et son allié russe d'abaisser la production de pétrole pour les six prochains mois.

---

Dans les pays de l'UEMOA, au titre du mois de novembre 2018, l'activité économique continue de bénéficier du renforcement de la demande intérieure.

Les estimations effectuées par la BCEAO à partir des résultats des enquêtes de conjoncture à fin octobre 2018 et les dernières informations disponibles font ressortir une amélioration de la croissance, à très court terme, des économies de l'Union, avec un taux de progression de l'activité économique de 6,8% au quatrième trimestre 2018, après une réalisation de 6,7% le trimestre précédent. Le regain de dynamisme de l'activité au quatrième trimestre 2018 est attribuable notamment au renforcement de la production manufacturière et à la bonne tenue des activités commerciales et de services. Sur l'ensemble de l'année 2018, le rythme d'augmentation du PIB de l'UEMOA s'établirait à 6,6%, rythme identique à celui enregistré en 2017. L'expansion de l'activité en 2018 serait soutenue par l'essor du secteur des services et des activités commerciales, en liaison avec le développement des infrastructures de transport et de communication. La croissance économique serait également tirée par la bonne tenue des activités industrielles. Cette embellie serait portée par le dynamisme des activités extractives et manufacturières ainsi que du secteur des Bâtiments et Travaux Publics qui continue de bénéficier de l'exécution de grands chantiers dans les infrastructures de base.

La masse monétaire de l'Union se situerait à 26.398,3 milliards à fin novembre 2018 contre 23.560,3 milliards un an plus tôt. La hausse de 2.655,7 milliards (ou +11,2%) qui en résulterait serait imputable à la progression de 1.949,9 milliards (+7,3%) des créances intérieures attendues à 28.651,3 milliards et des avoirs extérieurs nets (+1.223,7 milliards ou +33,5%).

Les prévisions d'inflation font ressortir une hausse des prix de 1,0% à fin novembre 2018, en glissement annuel. La composante « Alimentation » serait la principale source de la hausse du niveau général des prix, en liaison avec le renchérissement des céréales dans certains pays sahéliens. Sur la base des réalisations des dix premiers mois de 2018 et des prévisions sur le reste de l'année, le taux d'inflation, en moyenne annuelle, se situerait à 0,9% en 2018 contre une réalisation de 0,8% en 2017.



---

## I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

### 1.1 Activité économique dans le monde

Aux Etats-Unis, l'économie demeure soutenue malgré les tensions commerciales avec la Chine, portée par la vigueur de la consommation et des investissements du secteur privé, dans un contexte de bonne tenue du marché du travail. En revanche, la production industrielle a fléchi durant le mois d'octobre 2018, affectée par les perturbations météorologiques, notamment les ouragans Florence et Michael. Dans la zone euro, les indicateurs conjoncturels indiquent un ralentissement du rythme de progression de l'activité économique.

Au niveau des pays émergents, la progression de l'activité économique a été moins soutenue, particulièrement en Chine. En effet, l'activité montre des signes de ralentissement dans un contexte marqué par le conflit commercial avec les États-Unis. Le pays a enregistré au troisième trimestre 2018 sa plus faible croissance de PIB en neuf ans à 6,5%. La croissance des échanges commerciaux de la Chine avec le reste du monde a ralenti en octobre 2018, avec des exportations en hausse de 5,4% et des importations à +3% sur un an, contre +15,6% et +21,4% respectivement un an auparavant.

### 1.2. Actions des banques centrales<sup>1</sup>

***La plupart des banques centrales des pays avancés, émergents et des sous-régions ouest africaine et centrale ont maintenu inchangée l'orientation de leur politique monétaire, à l'exception de la BEAC qui a relevé ses taux.***

Aux Etats-Unis, les responsables de la Réserve fédérale américaine (FED) ont assuré qu'ils veilleront à une bonne communication pour éviter les répercussions négatives dans d'autres pays et des turbulences sur les marchés financiers, à mesure que la normalisation de la politique monétaire se poursuit. En effet, le cycle de resserrement des taux, entamé il y a près de trois ans, a provoqué un mouvement général de sortie de capitaux des pays émergents, contribuant à la dépréciation des monnaies comme la livre turque et le peso argentin. Par ailleurs, en perspective, la FED prévoit une autre hausse de taux avant la fin de l'année, ainsi que trois hausses en 2019. Le rythme tomberait à une seule augmentation par an à partir de 2020. Un tel scénario porterait le principal taux d'intérêt américain à 3,375% en fin 2020, soit près d'un demi-point au-dessus du niveau « neutre », c'est à dire qui ne freine pas la croissance économique.

La Banque Centrale Européenne (BCE) a, le jeudi 25 octobre 2018, maintenu sa politique monétaire inchangée. Elle a réaffirmé sa volonté de mettre fin, après décembre 2018, à son programme d'achats de titres. La BCE a aussi évoqué la possibilité d'une hausse de taux d'intérêt au deuxième semestre 2019. Par ailleurs, le Président de la BCE, Monsieur Mario DRAGHI, a estimé que les risques majeurs qui pèsent sur les perspectives de croissance de la zone euro, notamment les incertitudes liées aux tensions commerciales, les négociations sur le Brexit, les inquiétudes liées à la politique budgétaire italienne et la volatilité des marchés financiers ne remettaient pas en cause le scénario de base de la BCE sur l'orientation de sa politique monétaire.

---

<sup>1</sup>Cette section passe en revue les dernières actions des banques centrales et perspectives.

---

La Banque du Japon (BoJ) a également laissé, au cours de sa réunion du mercredi 31 octobre 2018, sa politique monétaire inchangée. En outre, elle a réduit légèrement ses projections d'inflation. Par ailleurs, le Gouverneur de la BoJ a souligné que son Institution était soucieuse de l'impact de sa politique monétaire sur les institutions financières du pays. En effet, la baisse prolongée des profits des banques commerciales japonaises, imputable à la politique des taux ultra-bas, pourrait déstabiliser le système financier et entraîner une contraction des crédits à l'économie. Toutefois, le Gouverneur de la BoJ a rappelé que la priorité de son Institution était de maintenir des taux très bas pour soutenir l'inflation à remonter vers l'objectif de 2%. Ainsi, il a écarté toute perspective de hausse des taux d'intérêt dans un avenir proche, notant que cela ne ferait qu'aggraver les difficultés des institutions financières en fragilisant la reprise de la croissance.

Au niveau des pays émergents, au Brésil, la Banque Centrale (BACEN) a, le mercredi 31 octobre 2018, maintenu son principal taux directeur à 6,5%, à son plus bas niveau historique. Cette décision a été motivée par la baisse des pressions inflationnistes et la reprise timide de l'économie brésilienne. La Banque de réserve de l'Inde (RBI) a maintenu inchangés ses taux directeurs, le vendredi 5 octobre 2018, en dépit des pressions inflationnistes dues à la hausse des prix de produits pétroliers et à la dépréciation de la roupie. Le comité de politique monétaire a laissé le taux des prises en pension inchangé à 6,50%. Toutefois, la Banque Centrale a changé l'orientation de sa politique monétaire, pratiquant un « resserrement calibré », alors qu'auparavant, elle avait une position « neutre ». Le Gouverneur de la RBI a expliqué que le positionnement sur un resserrement calibré signifie principalement que dans ce cycle de taux, une baisse est exclue, et que la Banque Centrale n'est pas tenue de relever les taux à chaque réunion. L'Institution évaluera ce changement de politique en fonction des nouvelles statistiques à venir.

Dans la sous-région, les banques centrales du Ghana (BoG) et du Nigeria (CBN) n'ont pas modifié l'orientation de leur politique monétaire. En revanche, dans la zone CEMAC, la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) continue de resserrer sa politique monétaire. Après une première hausse de 50 points de base le 22 mars 2017, le Comité de Politique Monétaire de la BEAC a décidé, au cours de sa réunion du 31 octobre 2018, d'augmenter de 55 points de base son taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO), à 3,5%. Cette décision vise la consolidation des réserves de change de la CEMAC.

### **1.3 – Marchés des matières premières**

***Les prix des produits agricoles exportés par les pays de l'UEMOA ont enregistré des évolutions contrastées, tandis que les produits alimentaires importés ont connu des hausses, à l'exception de ceux du blé.***

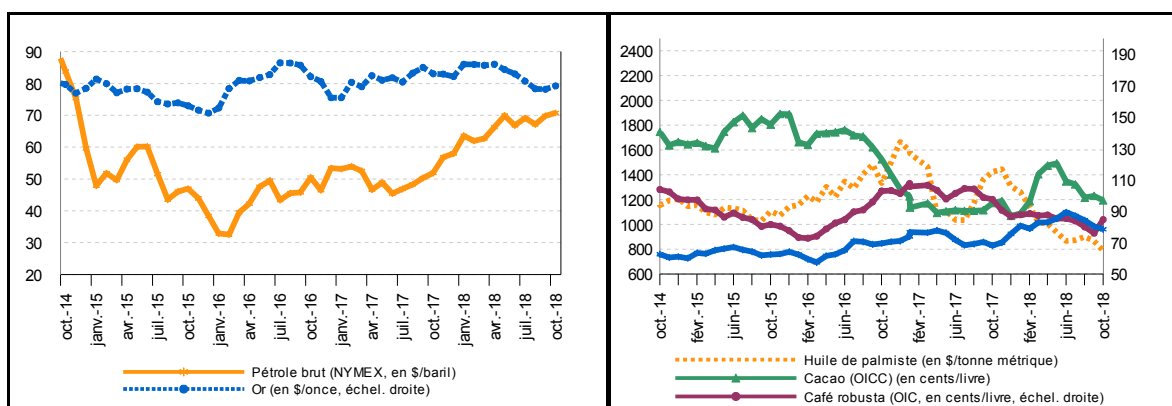
Les cours des produits de base exportés par les pays de l'UEMOA ont enregistré des évolutions contrastées durant le mois sous revue. Les cours de l'huile de palmiste (-8,9%), de l'huile de palme (-5,0%), du cacao (-2,9%) et du coton (-2,4%) ont baissé, tandis que ceux du café robusta (+11,5%), de l'or (+1,5%), du pétrole (+1,3%) et du caoutchouc (+0,9%) ont augmenté.

Les prix de l'huile de palmiste et de l'huile de palme ont été affectés par une offre abondante dans les deux principaux pays producteurs, l'Indonésie et la Malaisie. Les cours du cacao se sont ressentis des perspectives d'une hausse de la production mondiale. En effet, la production en Côte d'Ivoire, premier producteur mondial, atteindrait 2,2 millions de tonnes au cours de la campagne 2018/2019. La récolte principale est attendue à 1,7 million de tonnes, contre 1,5 million de tonnes au cours de la campagne dernière. Par ailleurs, du 1<sup>er</sup> au 28 octobre 2018, les arrivages de cargaisons de cacao aux ports de Côte d'Ivoire s'établissent à 246.000 tonnes, en hausse de 46% par rapport à la même période en 2017. Les prix du coton sont, quant à eux, pénalisés par les inquiétudes qui pèsent sur la demande, en liaison avec les tensions commerciales entre les Etats-Unis, premier exportateur mondial de coton, et la Chine, qui est le premier consommateur mondial.

En revanche, les cours du café ont été portés par la vigueur de la demande mondiale. Quant à l'or, les investisseurs ont accru leurs positions sur la valeur refuge, en réaction à la correction des valorisations boursières sur les principales places financières. En effet, les investisseurs se sont inquiétés du repli généralisé des indices boursiers, imputable aux retombées négatives des tensions commerciales sur la croissance mondiale et sur la rentabilité des entreprises. En outre, les tensions diplomatiques entre l'Arabie Saoudite et les pays occidentaux ont augmenté les achats d'or pour motif de couverture.

Les cours du pétrole restent soutenus par les craintes persistances sur l'offre, en liaison avec l'entrée en vigueur des sanctions américaines à partir de début novembre 2018 contre l'Iran, troisième producteur de l'OPEP. En outre, les marchés s'inquiètent de voir l'OPEP ne pas être en mesure de compenser la perte de l'offre iranienne. Les cours du caoutchouc ont, pour leur part, bénéficié de la bonne tenue de la demande en provenance des pays asiatiques. En outre, ils ont été soutenus par le lancement d'un nouveau contrat sur le caoutchouc, dénommé « Technically Specified Rubber (TSR) » pour répondre à la demande croissante et offrir une nouvelle opportunité aux traders, producteurs et investisseurs en matière de couverture et d'arbitrage des risques.

**Graphique 1 : Evolution des cours des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA (en devises)**

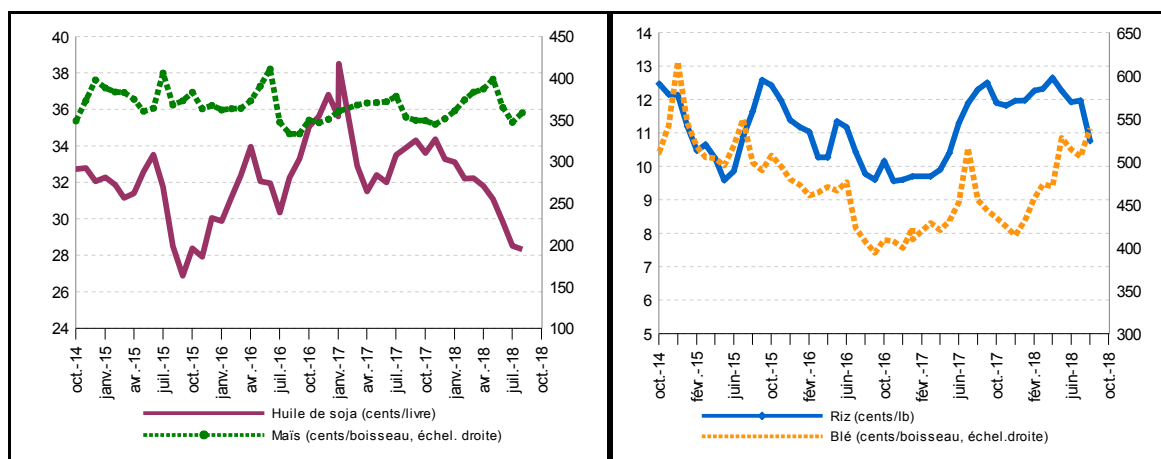


Sources : Reuters, calculs BCEAO

## Les prix des principaux produits importés ont évolué à la hausse, à l'exception de ceux du blé

Les prix du riz (+6,6%), de l'huile de soja (+2,6%) et du maïs (+1,6%) ont augmenté, en liaison avec la vigueur de la demande mondiale. En revanche, les cours du blé (-0,1%) ont baissé, du fait de la faiblesse des achats et des bonnes perspectives mondiales.

Graphique 2 : Evolution des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'Union (en devises)



Sources : Reuters, calculs BCEAO.

### 1.4 - Marchés financiers mondiaux

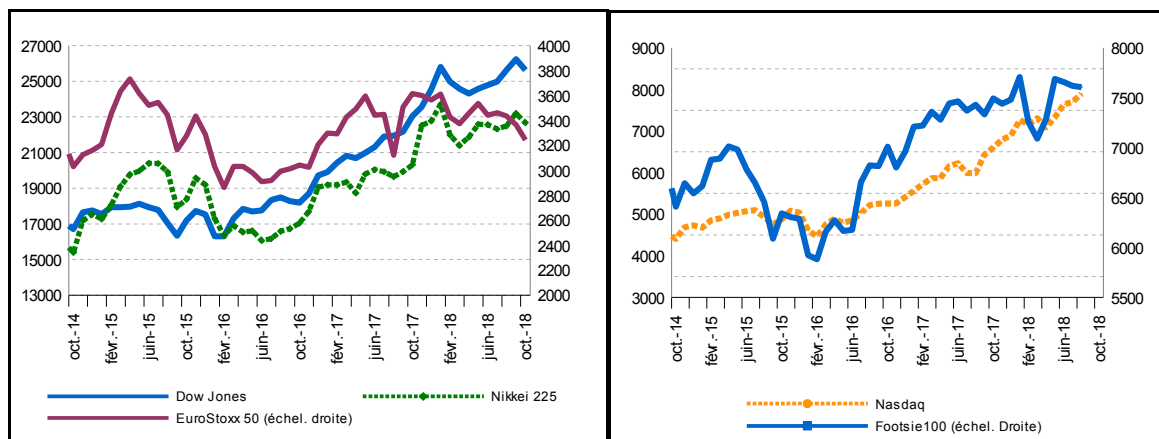
**Les regains de tensions commerciales entre les Etats-Unis et ses partenaires commerciaux, notamment la Chine, la Russie et la Turquie, continuent d'affecter les places boursières et le marché des changes. Les tensions autour du budget italien ont également accentué la volatilité sur les marchés des changes.**

#### 1.4.1. Les places boursières

Les principaux marchés boursiers ont évolué à la baisse, du fait des inquiétudes des investisseurs sur les effets négatifs des tensions commerciales persistantes sur les résultats trimestriels des entreprises et la croissance mondiale ainsi que les risques d'une crise de la dette en zone euro. En effet, la révision à la baisse des projections de la croissance mondiale par le FMI, mettant une nouvelle fois en évidence les risques liés aux tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine, a renforcé les inquiétudes des investisseurs internationaux. A cela s'ajoutent, les tensions diplomatiques entre l'Arabie Saoudite et les pays occidentaux.

Ainsi, les indices Euro Stoxx 50 de la zone euro, Dow Jones de la bourse de New York et Nikkei 225 de la bourse du Japon ont baissé respectivement de 3,6%, 2,3% et 2,3%.

**Graphique 3 : Evolution des indices boursiers internationaux (points)**



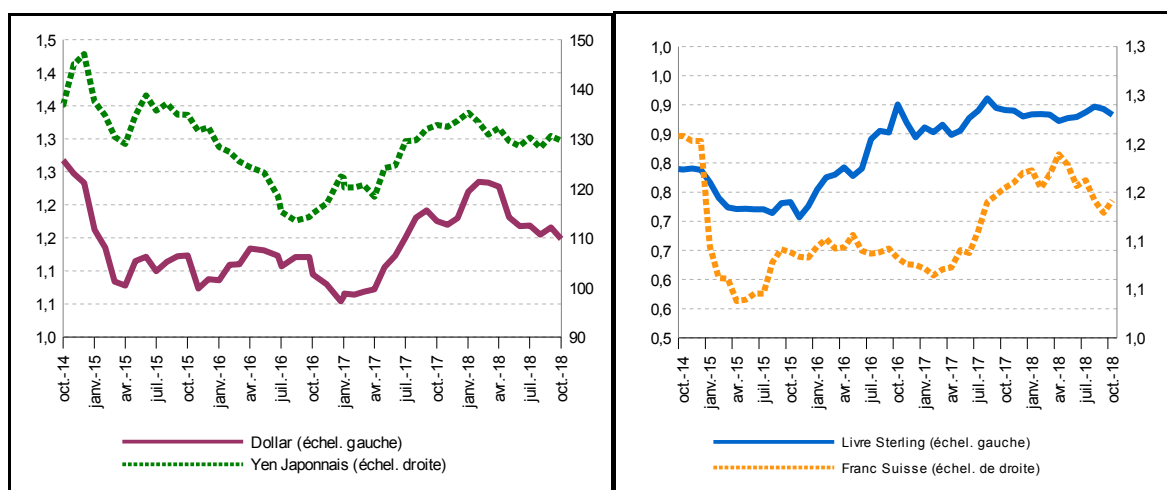
Sources : Reuters, calculs BCEAO

### 1.4.3. Les taux de change

La monnaie européenne s'est repliée par rapport à la plupart des devises des pays avancés, en l'occurrence le dollar des Etats-Unis (-1,5%), la livre sterling (-1,1%) et le yen japonais (-0,7%). En revanche, l'euro s'est renforcé face au franc suisse (+1,1%).

Le spectre de la crise de la dette en zone euro, en lien avec les inquiétudes sur les risques d'un dérapage budgétaire en Italie et sur l'orientation de la politique monétaire de la BCE ont affecté négativement l'euro. Les analystes craignent que les questions budgétaires en zone euro n'influencent les décisions de politique monétaire. Quant au dollar, il a été soutenu par la robustesse de l'économie américaine et les perspectives d'une hausse de taux de la FED en décembre 2018.

**Graphique 4 : Evolution du taux de change de l'euro face aux principales devises**

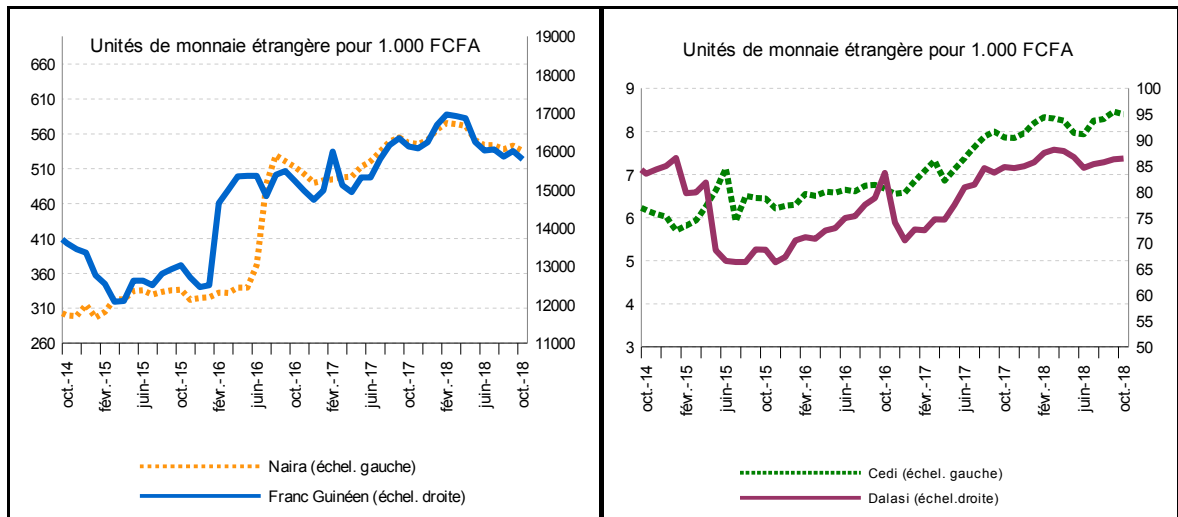


Sources : Reuters, calculs BCEAO

Sur le marché ouest africain, sur la base des données officielles compilées par l'AMAO, le franc CFA s'est déprécié par rapport à la plupart des monnaies, à

l'exception du leone sierra-léonais (+0,1%). Les baisses les plus importantes ont été enregistrées face au cedi ghanéen (-1,1%), au naira nigérian (-1,0%), au franc guinéen (-0,8%) et au dollar libérien (-0,4%).

**Graphique 5 : Evolution du taux de change des monnaies de l'Afrique de l'Ouest**



Sources : Reuters, calculs BCEAO, AMAO

## II. ACTIVITE ECONOMIQUE DANS L'UEMOA

### 2.1. Production de biens et services

*Les indicateurs récents de conjoncture indiquent un ralentissement de l'activité économique, notamment dans les secteurs industriel, du commerce et des bâtiments et travaux publics (BTP). Cette tendance a été atténuée par la bonne tenue des activités commerciales et des services marchands.*

#### 2.1.1 - Production industrielle

Le rythme de progression de la production industrielle, corrigée des variations saisonnières (CVS), s'est décéléré d'un mois à l'autre (+1,9%), après une hausse de 2,4% le mois précédent. Cette situation est imputable principalement à la baisse de la production, relevée au niveau des secteurs manufacturier et de l'énergie.

Le recul des activités manufacturières est attribuable essentiellement à la baisse de la fabrication des produits alimentaires, des produits chimiques, des produits en caoutchouc et des ouvrages en métaux. Toutefois, la hausse de la production de textile et des produits métallurgiques de base a atténué cette tendance baissière.

L'affaiblissement de la production d'énergie est lié à la contraction de la fourniture d'électricité et d'eau.

La hausse des activités extractives est observée au niveau de la production de pétrole brut et du gaz naturel, de minerais métallique et des autres minerais. Cette tendance a été modérée par le repli de la production d'uranium.

**Tableau 1 : Evolution de l'indice de la production industrielle, données CVS (en point de %)**

Branches	Variation mensuelle					Glissement annuel	
	2016	2017		2018		2018	
	oct.	oct.	déc.	sept.	oct.(*)	sept.	oct.(*)
Production des activités extractives	1,0	2,0	-0,1	2,5	3,0	1,4	0,9
dont pétrole brut et gaz naturel	0,2	0,3	-0,2	0,1	0,3	0,8	0,8
Industries manufacturières	0,0	0,4	-4,5	0,0	-0,6	1,3	0,8
dont produits alimentaires et boissons	-0,7	0,1	-1,9	-0,9	-0,1	2,0	1,6
textiles	0,4	-3,3	0,0	-0,5	0,1	-2,3	-3,7
produits pétroliers raffinés	-0,2	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,1
Electricité, eau et gaz	-0,3	-0,1	-1,2	-0,1	-0,5	-0,5	-0,1
<b>Indice Général</b>	<b>0,8</b>	<b>2,3</b>	<b>-5,8</b>	<b>2,4</b>	<b>1,9</b>	<b>2,2</b>	<b>1,6</b>

Source : BCEAO (\*) données provisoires

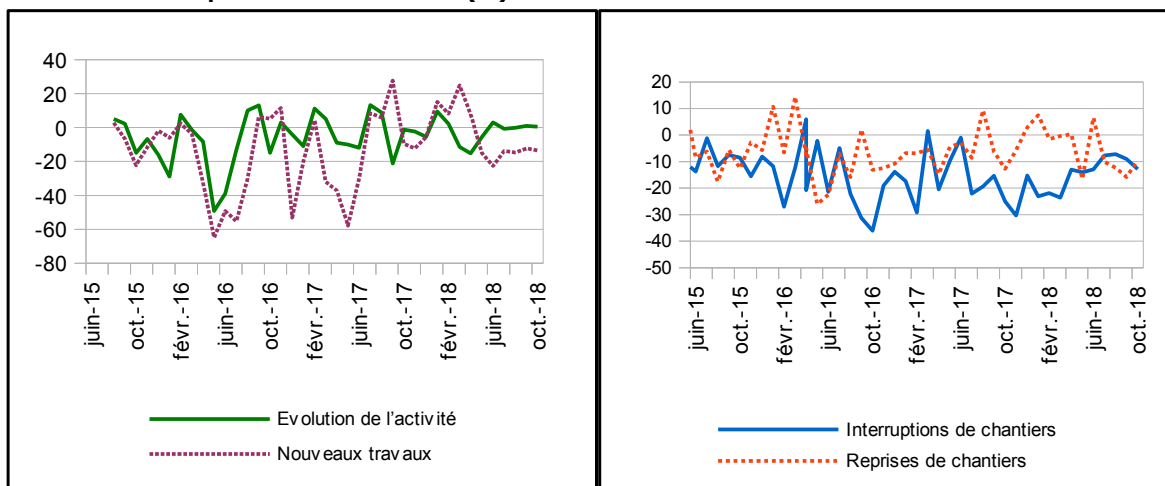
En glissement annuel, la production industrielle a ralenti, passant d'une hausse de 2,2% en septembre à 1,6% en octobre 2018, en liaison avec la baisse de la cadence des activités extractives et manufacturières ainsi que le repli de la production d'énergie.

### 2.1.2 - Bâtiments et travaux publics

Au cours du mois d'octobre 2018, l'enquête sur l'opinion des chefs d'entreprise fait état d'une stabilité de l'activité dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP). En effet, l'indicateur du climat des affaires dans le secteur des BTP est ressorti à 101,5 points en octobre 2018, identique à son niveau du mois précédent.

Par rapport à la même période de l'année précédente, le volume de l'activité a baissé de 1,1 point, en relation avec le recul de nouveaux travaux et la hausse des interruptions de chantiers.

**Graphique 6 : Evolution du solde d'opinion dans le secteur des bâtiments et travaux publics de l'UEMOA (%)**



Source : BCEAO

### 2.1.3- Activité commerciale

L'indice du chiffre d'affaires (ICA) du commerce a ralenti, passant de +1,4%, en variation mensuelle, en septembre 2018 à +0,2% en octobre 2018. Cette évolution de l'activité dans le commerce de détail est principalement lié au ralentissement des ventes des produits alimentaires, des produits pharmaceutiques et des matériaux de construction. Cette tendance a été atténuée par la hausse des ventes des produits textiles et des autres commerces.



**Tableau 2 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires, données CVS (point de %)**

Branches	Variation mensuelle					Glissement annuel	
	2016	2017		2018		2018	
	oct.	oct.	déc.	sept.	oct. (*)	sept.	oct. (*)
Produits de l'alimentation	0,6	0,4	-0,9	-0,6	-0,8	3,7	2,3
dont autres produits de l'alimentation, boissons et tabacs	0,3	0,2	-0,9	-0,4	-0,6	2,9	2,1
Equipement de la personne	0,2	0,0	0,0	0,1	0,3	1,6	0,5
dont textiles, habillement, articles chaussants et cuirs	0,2	0,0	0,0	0,1	0,3	1,5	0,5
Equipement de logement	-0,1	0,3	0,0	0,0	-0,1	0,8	0,0
Automobiles, motos et pièces détachées	-1,3	-0,9	-0,8	0,2	0,2	-2,7	-3,1
dont véhicules automobiles neufs	-0,8	0,6	-1,0	0,2	-0,1	0,3	-0,6
Produits pétroliers	0,4	0,7	4,1	0,4	0,2	5,3	4,3
Produits pharmaceutiques et cosmétiques	1,1	1,0	0,2	1,0	-0,1	1,5	1,0
dont produits pharmaceutiques et médicaux	1,1	1,0	0,2	1,0	-0,1	1,6	1,0
Produits divers	-0,4	-0,1	-0,8	0,2	0,6	1,9	2,7
<b>INDICE GLOBAL</b>	<b>0,6</b>	<b>1,5</b>	<b>1,8</b>	<b>1,4</b>	<b>0,3</b>	<b>12,2</b>	<b>7,7</b>

(\*) données provisoires

Source : BCEAO

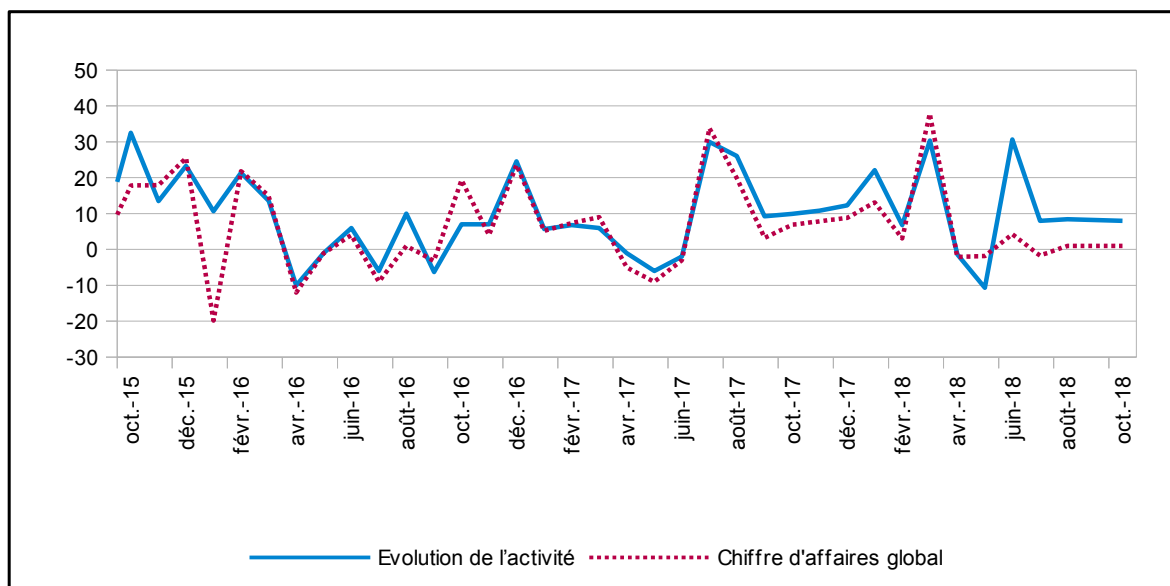
En glissement annuel, le rythme de progression de l'indice du chiffre d'affaires a ralenti, passant de 12,2% en septembre 2018 à 7,7% en octobre 2018. Cette situation est attribuable essentiellement à la baisse des ventes des véhicules automobiles et au recul de la cadence de celles des produits alimentaires, pétroliers, textiles, des matériaux de construction et des produits pharmaceutiques.

#### 2.1.4 - Services marchands

Selon l'opinion des chefs d'entreprise, la conjoncture économique en octobre 2018 demeure favorable dans le secteur des services marchands. Toutefois, l'indicateur du climat des affaires dans ce secteur est resté inchangé à 100,7 points en octobre 2018.

En glissement annuel, le rythme de progression de l'activité des services marchands a augmenté de 2,4% en octobre 2018, en liaison avec la hausse du volume global des prestations dans les branches de l'hôtellerie, de la restauration et de l'immobilier.

**Graphique 7 : Evolution du solde d'opinion dans le secteur des services marchands de l'UEMOA (en variation mensuelle %)**



Source : BCEAO

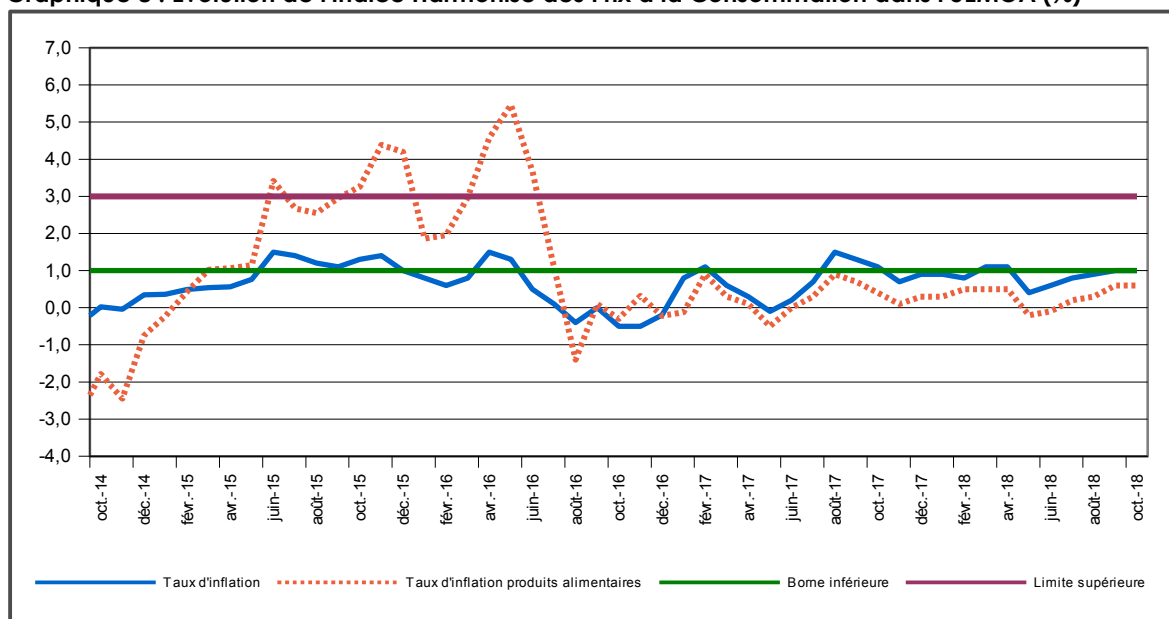
## 2.2 – Inflation

**Le rythme de progression du niveau général des prix a augmenté dans la plupart des pays de l'Union, en liaison notamment avec la hausse des prix des produits des composantes « logement », « alimentaires » et « transports ».**

Le taux d'inflation s'est établi, en glissement annuel, à 1,0% à fin octobre 2018, stable par rapport au mois précédent. La hausse du niveau général des prix est imprimée essentiellement par les composantes « Alimentation », « Logement » et « Transport », avec des contributions respectives de 0,3 point, 0,3 point et 0,2 point de pourcentage.

L'augmentation des prix des produits alimentaires s'explique principalement par le renchérissement des céréales au Bénin, en Guinée-Bissau et au Togo, ainsi que des tubercules, plantains et légumes frais en Côte d'Ivoire et au Sénégal. L'évolution de la composante « Logement » est en ligne avec le renchérissement des loyers, notamment en Côte d'Ivoire et au Niger et des combustibles en Guinée-Bissau. S'agissant de la composante « Transport », son évolution est imputable à l'ajustement à la hausse des prix des carburants au Bénin, au Burkina, en Côte d'Ivoire et au Togo, couplé à la progression des tarifs de transport au Niger.

**Graphique 8 : Evolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation dans l'UEMOA (%)**



Sources : INS, BCEAO

Le taux d'inflation sous-jacente, calculé en excluant les prix les plus volatils, est ressorti en glissement annuel à 0,9% à fin octobre 2018, stable par rapport aux réalisations du mois précédent.

### III. TAUX D'INTERET, LIQUIDITE ET SITUATION MONETAIRE

La détente des conditions financières et monétaires s'est poursuivie au cours du mois d'octobre 2018. Les coûts de financement accordé au secteur non financier ont baissé dans l'Union, principalement au niveau des crédits d'exportation et de trésorerie.

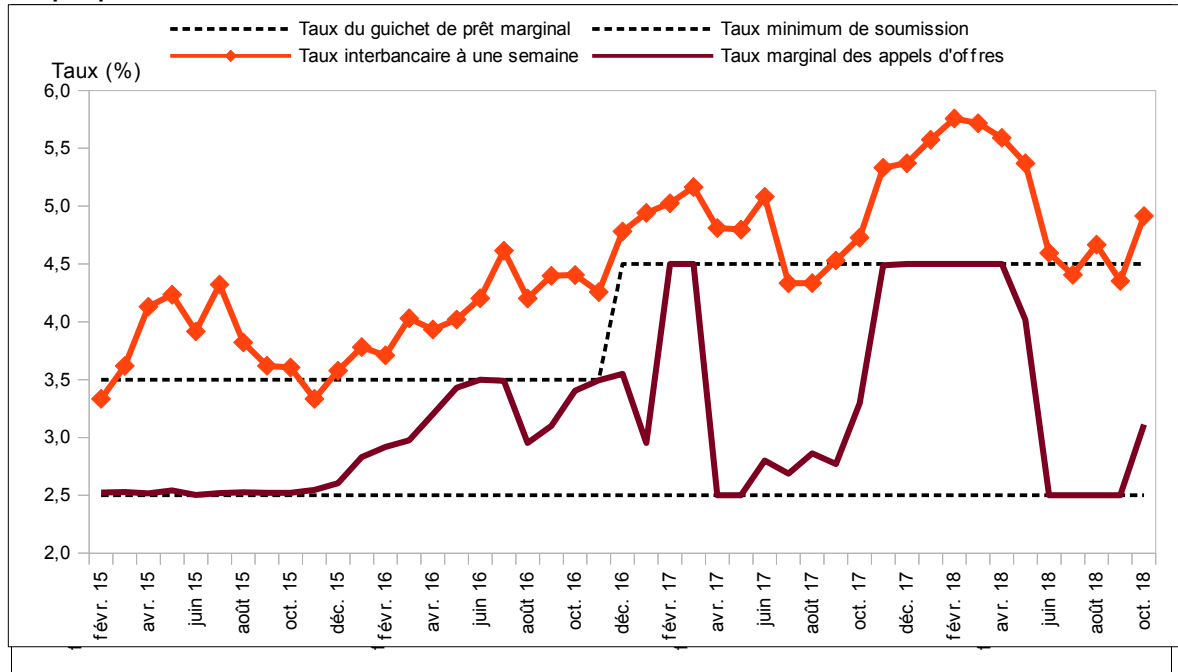
#### 3.1 Taux d'intérêt des marchés monétaire et interbancaire

En liaison avec les pressions exercées sur la trésorerie des banques durant les périodes proches de la fin d'année, les taux sur le marché monétaire se sont accrus en octobre 2018, comparativement à leur niveau de septembre 2018.

Sur les guichets de la BCEAO, le taux marginal moyen des opérations d'appels d'offres à une semaine s'est accru de 61,1 points de base pour se situer à 3,11% et le taux moyen pondéré est ressorti à 3,53%, en hausse de 83,9 points de base.

Les tensions similaires ont été également ressenties sur le marché interbancaire. Le taux d'intérêt moyen pondéré sur le compartiment à une semaine a augmenté de 56,1 points de base pour s'établir à 4,91%, au-dessus du taux du guichet de prêt marginal de la BCEAO. Sur l'ensemble des maturités, le taux est ressorti à 4,56%, en hausse de 35,6 points de base.

**Graphique 9 : Evolution des taux d'intérêt sur le marché monétaire**



Sources : BCEAO

### 3.2- Taux d'intérêt débiteurs

L'analyse des conditions de banque à fin octobre 2018 indique une légère baisse du taux débiteur moyen, hors taxes et charges, qui est ressorti à 6,59%, après 6,66% le mois précédent.

Suivant la nature du débiteur, les taux d'intérêt ont baissé au niveau des concours accordés aux Etats et organismes assimilés (-112,78 pnb) et aux entreprises individuelles (-67,94 pnb). En revanche, le coût du crédit a augmenté pour les avances à la clientèle financière (+110,60 pnb), aux entreprises privées (+32,90 pnb), aux particuliers (+26,36 pnb) et aux sociétés d'Etat et établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC) (+2,95 pnb). L'analyse suivant l'objet du crédit indique une baisse des taux débiteurs relatifs aux crédits d'habitat (-17,90 pnb), de trésorerie (-13,41 pnb) et de consommation (-0,10 pnb). Par contre, les taux appliqués aux crédits d'équipement (+37,89 pnb) et d'exportation (+32,11 pnb) ont augmenté.

**Tableau 3 : Evolution des taux débiteurs moyens des banques de l'UEMOA selon la nature et l'objet du crédit (%)**

	Niveau moyen mensuel						Variation mensuelle (en points de base)	
	2016		2017		2018		2018	
	oct.	déc.	oct.	déc.	sept.	oct. (*)	sept.	Oct. (*)
<b>Taux débiteur global</b>	<b>6,6</b>	<b>7,2</b>	<b>7,1</b>	<b>6,9</b>	<b>6,7</b>	<b>6,6</b>	<b>-11,7</b>	<b>-10,7</b>
Particuliers	8,3	8,7	8,5	7,3	8,0	8,2	11,8	26,4
Entreprises individuelles	7,9	6,9	7,4	6,8	6,8	6,1	66,0	-67,9
Entreprises privées du secteur productif	6,3	7,2	6,9	7,1	6,6	7,0	-21,3	32,9
Clientèle financière	7,5	7,9	6,6	7,1	7,3	8,4	6,1	110,6
Sociétés d'Etat et EPIC	6,9	6,7	6,6	6,2	5,2	5,2	-84,5	3,0
Trésorerie	6,1	7,0	6,8	6,5	6,2	6,1	-31,2	-13,4
Consommation	7,8	8,3	8,3	7,6	8,0	8,0	-12,3	-0,1
Equipement	8,0	7,6	7,9	7,8	7,2	7,6	18,7	37,9
Exportation	8,0	6,4	8,0	9,1	7,7	8,0	-129,3	32,1
Habitation	7,8	7,0	8,2	7,2	7,9	7,7	59,7	-17,9

(\*) données provisoires

Source : BCEAO

Un repli des taux débiteurs est observé dans la plupart des pays de l'Union. Les baisses les plus importantes ont été notées en Guinée-Bissau (-95,34 pdb), au Niger (-54,33 pdb) et en Côte d'Ivoire (-22,06 pdb).

Quant au taux moyen de rémunération des dépôts de la clientèle, il est ressorti en baisse de 5,14 points de base, à 5,68% au mois d'octobre 2018. Ce repli est localisé dans la plupart des pays de l'Union.

### 3.3. Liquidité bancaire

Au cours du mois d'octobre 2018, la liquidité propre des banques s'est améliorée de 54,6 milliards, en lien essentiellement avec l'amélioration du solde de leurs opérations avec les Etats (+568,8 milliards). L'incidence négative des transferts (-409,3 milliards) et les sorties de billets de leurs guichets (+104,9 milliards) ont atténué la reconstitution de leurs ressources propres.

**Tableau 4 : Répartition des refinancements suivant les guichets<sup>2</sup>**

(en milliards, sauf indication contraire)

Valeurs en milliards	Encours			Variations	
	oct-17	sept-18	oct-18	sept-18 / août-18	oct-18 / sept-18
Guichet hebdomadaire	3 123,9	2 945,9	3 000,3	125,7	54,4
Guichet mensuel	720,0	720,0	616,1	4,3	-103,9
Guichet de prêt marginal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Guichet spécial de refinancement	51,8	0,0	0,0	0,0	0,0
Refinancement total de la Banque Centrale	3 895,7	3 665,9	3 616,4	130,0	-49,5

Dans ce contexte marqué par une légère amélioration de la trésorerie propre, les banques se sont désengagées de 49,5 milliards des guichets de la BCEAO.

**Tableau 5 : Facteurs explicatifs de l'évolution de la liquidité des banques**

	(en milliards)		
	oct-17 / sept-17	sept-18 / août-18	oct-18 / sept-18
Circulation fiduciaire (1)	-6,3	-144,0	104,9
Transferts nets des banques (2)	-186,0	-451,2	-409,3
Opérations des États avec les banques et autres facteurs nets (3)	129,1	-4,6	568,8
Position structurelle de liquidité (4) = (2) + (3) - (1)	-50,6	-311,8	54,6
Réserves obligatoires (5)	-10,0	-16,4	-22,1
Hausse (+) ou baisse (-) des besoins de liquidité (6) = (5) - (4)	40,5	295,4	-76,7
Refinancements (7)	3,3	130,0	-49,5
Variation de la liquidité bancaire (8) = (4) + (7)	-47,2	-181,8	5,0

Source : BCEAO

L'analyse de la mise en œuvre du dispositif des réserves obligatoires, au terme de la période de constitution échue le 15 octobre 2018 fait apparaître une situation excédentaire pour les banques de l'Union par rapport aux réserves requises. Les réserves libres des banques, évaluées sur la période, sont ressorties à 914,2 milliards, soit 140,6% des réserves requises, en baisse de 4,6 points de pourcentage par rapport à septembre 2018.

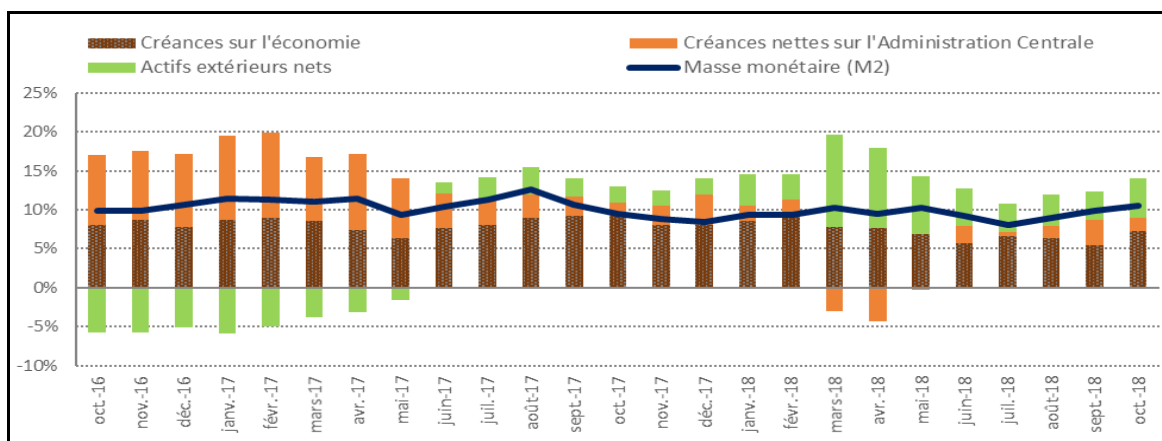
<sup>2</sup>NB : Les données des encours ne concernent que les banques

### 3.4 Situation monétaire

La situation monétaire de l'Union à fin octobre 2018 est marquée par une progression, en glissement annuel, de la masse monétaire (10,6%), portée par l'accroissement de sa contrepartie extérieure et les créances des institutions de dépôts sur l'économie.

Pour leur part, les composantes de la masse monétaire, notamment les dépôts, se sont accrues de 10,6 % de même que la circulation fiduciaire.

**Graphique 10 : Contribution à la croissance de la masse monétaire en variation annuelle**



Source : BCEAO

#### 3.4.1 Les Actifs Extérieurs Nets des institutions de dépôt

A fin octobre 2018, les Actifs Extérieurs Nets (AEN) des institutions de dépôt de l'Union se sont renforcés de 1.176,5 milliards en une année, en liaison avec la consolidation des AEN de la BCEAO (+1.398,9 milliards). Les réserves officielles de change de la Banque Centrale se sont établies à 8.394,1 milliards, en hausse de 18,2% par rapport à octobre 2017. Cette amélioration du niveau des réserves a été induite notamment par la mobilisation d'euro-obligations par le Sénégal et la Côte d'Ivoire en mars 2018 pour un montant de 2.010,9 milliards. La couverture des importations de biens et services par les actifs de réserves est ainsi ressortie à 4,9 mois à fin octobre 2018.

#### 3.4.2 Les créances intérieures

Les créances intérieures ont progressé de 2.123,3 milliards ou 8,1%, en rythme annuel, pour s'établir à 28.391,7 milliards, en liaison avec la hausse des créances sur l'économie et les administrations publiques centrales (APUC).

**Tableau 6 : Situation monétaire à fin octobre 2018**

(Encours en fin de période, en milliards de FCFA sauf indication contraire)

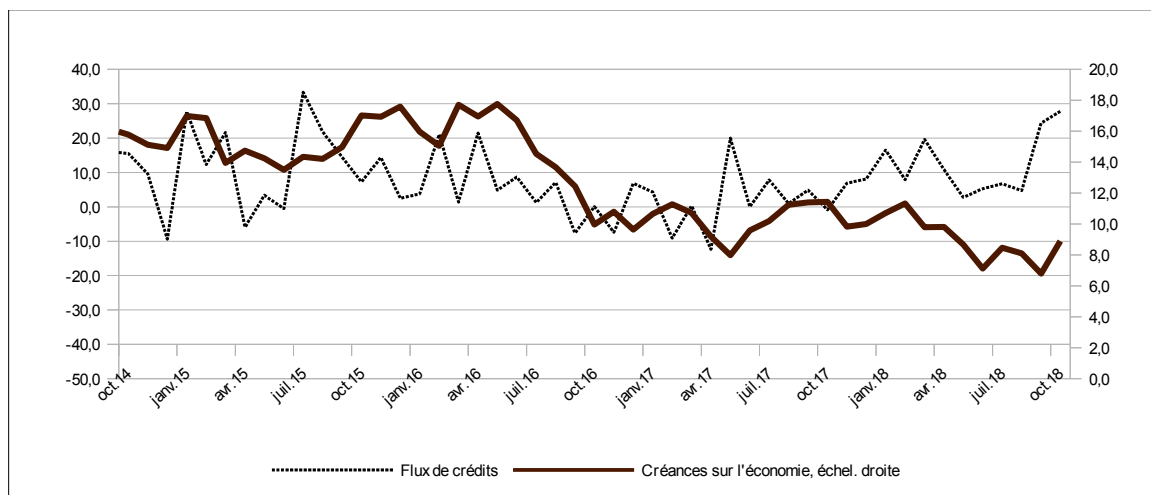
	oct.-17	déc.-17	sept.-18	oct.-18	Variation			
					Mensuelle (4)/(3)		annuelle (4)/(1)	
	(1)	(2)	(3)	(4)	( niveau )	(%)	( niveau )	(%)
Masse monétaire	23 560,3	24 649,8	26 020,1	26 055,6	35,5	0,1	2 495,3	10,6
Actifs extérieurs nets	3 799,5	4 172,5	5 093,1	4 976,0	-117,1	-2,3	1 176,5	31,0
Créances intérieures	26 268,4	27 438,0	27 990,4	28 391,7	401,3	1,4	2 123,3	8,1
Créances nettes sur APUC*	6 880,1	7 276,8	7 495,3	7 280,5	-214,8	-2,9	400,4	5,8
Créances sur l'économie	19 388,3	20 161,2	20 495,2	21 111,2	616,0	3,0	1 722,9	8,9

Source : BCEAO

(\*) APUC : Administrations Publiques Centrales

Le taux de croissance des créances sur l'économie s'est établi, en glissement annuel, à 8,9%, soit le même rythme qu'en octobre 2017. Elles ont été portées essentiellement par la hausse des crédits bancaires aux entreprises privées non financières (+1.308,5 milliards ou +12,6%) et aux ménages (+563,4 milliards ou +9,5%). Les prêts aux sociétés publiques se sont accrus de 45,8% pour ressortir à 1.392,0 milliards et ceux aux sociétés financières non bancaires ont baissé de 42,4%.

**Graphique 11 : Evolution comparée de nouvelles mises en places de crédits bancaires et des créances sur l'économie (glissement annuel en %)**



Source : BCEAO

L'accélération du rythme de progression des créances sur l'économie entre septembre et octobre 2018 (8,9% contre 6,8% en septembre) s'est accompagné par celle, plus accentuée, de nouvelles mises en place de crédits, traduisant un niveau de remboursement des concours bancaires moins important que celui du mois de septembre 2018.



Les crédits nouvellement mis en place ont augmenté de 29,7%, en variation mensuelle. Ainsi, le cumul mensuel, toutes maturités confondues, est estimé à 1.325,3 milliards en octobre 2018, après 1.175,3 milliards en septembre 2018. La hausse des mises en place de crédits intervient dans un contexte de progression des ressources collectées par les banques. En effet, les dépôts mobilisés par les banques de l'UEMOA ont augmenté de 0,4% à fin octobre 2018, en ressortant à 669,4 milliards contre 667,1 milliards le mois précédent. La hausse du volume des dépôts bancaires est imputable aux assurances et caisses de retraite (+5,5%) ainsi qu'aux particuliers (+4,6%). La baisse des dépôts des sociétés d'Etat et EPIC (-60,4%) et des entreprises privées (-12,81) a exercé un effet modérateur.

Les créances nettes sur l'administration publique centrale ont enregistré une hausse de 5,8% en octobre 2018 contre 4,2% en octobre 2017.

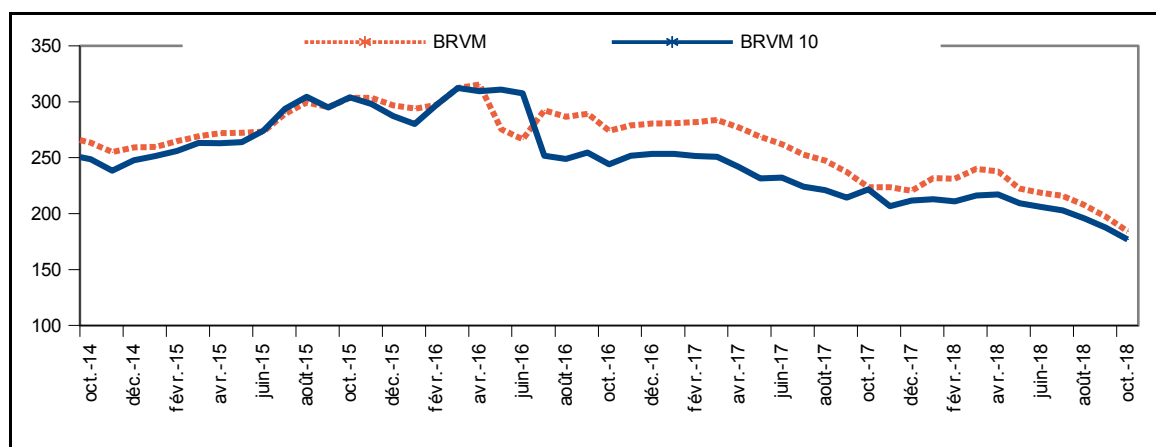
#### IV. MARCHE FINANCIER DE L'UEMOA

**Les activités du marché boursier régional poursuivent leur tendance baissière en octobre 2018 et les Etats ont une préférence pour les bons sur le marché de titres de dette publique.**

##### 4.1 Marché boursier de l'UEMOA

Au niveau de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), le principal indicateur d'activité du marché, l'indice BRVM composite, poursuit sa tendance baissière à 184,2 points en octobre 2018 contre 197,1 points en septembre 2018. La même orientation est observée au niveau de l'indice BRVM 10, passant de 187,2 points en septembre à 176,9 points durant le mois sous revue. En variation, sur le mois sous revue, ces indicateurs d'activité baissent respectivement de 6,5% et 5,5%.

**Graphique 12 : Evolution des indices boursiers de la BRVM (points)**



Source : BRVM

En glissement annuel, les indices BRVM composite et BRVM 10 se sont repliés respectivement de 17,6% et 20,2%.

## 4.2.- Marché de titres de la dette publique

Au cours du mois d'octobre 2018, le volume des ressources levées sur le marché financier régional a augmenté de 7,6 milliards par rapport au mois précédent, pour s'établir à 243,9 milliards. En variation annuelle, le montant des titres publics souscrits s'est contracté de 90,3 milliards par rapport à son niveau d'octobre 2017. Cette situation s'explique par la baisse des émissions de la Côte d'Ivoire et le non-recours du Sénégal au marché financier régional au cours de l'année 2018.

Le taux de couverture des émissions est néanmoins ressorti, en moyenne, à 108,6% en octobre 2018 contre 130,9% un an auparavant. Les bons du Trésor ont représenté 57,8% des émissions.

**Tableau 7: Evolution des ressources mobilisées par les Etats entre septembre et octobre 2018 (en milliards)**

	octobre 2017	2018		Variation (mds)	
		septembre	octobre	mensuelle	annuelle
Bons	90,7	121,3	140,9	19,6	50,2
Obligations	243,5	115,0	103,0	-12,0	-140,5
<b>Total</b>	<b>334,2</b>	<b>236,3</b>	<b>243,9</b>	<b>7,6</b>	<b>-90,3</b>

Sources : UMOA -Titres, BCEAO

Sur le compartiment des bons du Trésor, les taux ont légèrement évolué à la hausse d'un mois à l'autre. Le taux d'intérêt moyen pondéré est ressorti à 5,64% en octobre 2018 contre 5,48% le mois précédent. En revanche, il a évolué à la baisse par rapport à octobre 2017 où il est ressorti à 5,69%.

Pour les émissions obligataires, le taux de rendement moyen s'est situé à 7,51% au cours de la période sous revue, contre 7,40% en septembre 2018 et 6,85% un an auparavant.

Sur les marchés internationaux des capitaux, aucun Etat membre de l'Union n'est intervenu au cours du mois d'octobre 2018, après les émissions d'euro-obligations par la Côte d'Ivoire et le Sénégal en mars 2018.

## V. PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE L'UEMOA

*Sur le reste de l'année 2018, l'activité économique poursuivrait sa bonne dynamique à l'échelle mondiale, confortée notamment par la bonne tenue de la demande intérieure aux Etats-Unis. Sur le quatrième 2018, l'activité économique resterait soutenue quoique à un rythme moins élevé. Au niveau des pays de l'Union, l'ensemble des secteurs d'activité renforceraient leur dynamisme. Les économies de l'Union continueront de bénéficier du renforcement de la demande intérieure. L'accroissement des commandes en provenance du marché intérieur, dans le cadre des activités commémoratives de la fin de l'année 2018, devrait être favorable aux unités commerciales.*

### 5.1. Environnement international

#### 5.1.1. Activité économique

La croissance économique mondiale demeurerait vigoureuse à l'échelle mondiale, tirée essentiellement par les pays avancés, en l'occurrence les États-Unis. Selon le dernier rapport sur les perspectives de l'économie mondiale, publié en octobre 2018, la croissance mondiale restera stable sur les années 2018 et 2019, mais à un niveau plus faible de 3,7% que les prévisions de 3,9% d'avril 2018. Cette croissance dépasse celle enregistrée entre 2012 et 2016.

Les indicateurs conjoncturels disponibles indiquent un ralentissement de l'activité dans les pays avancés et ceux partenaires de l'Union au quatrième trimestre 2018. Le taux de croissance du PIB est attendu en légère décélération aux États-Unis. En zone euro, l'activité économique se ressentirait des inquiétudes autour des marchés émergents, de la situation politique en Europe et des tensions commerciales avec les États-Unis. Au Royaume-Uni, les incertitudes autour du Brexit affectent l'activité économique.

**Tableau 8 : Prévision du taux de croissance, en glissement annuel (%)**

	Réalizations			Estimations	Prévisions
	T1- 2017	T2- 2017	T3- 2018	T4- 2018	T1- 2019
<b>Economies avancées</b>	<b>2,3</b>	<b>2,3</b>	<b>2,1</b>	<b>2,0</b>	<b>2,1</b>
Etats-Unis	2,6	2,9	3,0	2,9	2,9
Zone euro	2,4	2,2	1,6	1,5	1,8
Japon	1,2	1,4	-0,1	0,3	0,1
Royaume Uni	1,1	1,2	1,5	1,2	0,9
<b>Economies émergentes</b>	<b>5,0</b>	<b>5,0</b>	<b>4,8</b>	<b>4,8</b>	<b>4,9</b>
Chine	6,8	6,7	6,5	6,6	6,6
Inde	7,5	7,8	7,2	7,0	7,8
Brésil	1,3	0,9	1,3	1,2	1,9
Autres (Russie et AFS)	1,3	1,5	1,3	0,9	0,8
<b>Pays partenaires de l'UEMOA</b>	<b>3,8</b>	<b>3,9</b>	<b>3,9</b>	<b>3,8</b>	<b>3,9</b>
France	2,2	1,6	1,4	1,8	1,4
Pays-bas	3,1	2,9	2,3	2,3	2,7
Autres (Etats-Unis, Chine, etc.)	4,0	4,1	4,1	4,0	4,1

Sources : OCDE, calculs BCEAO

Dans les pays émergents, la croissance de l'activité économique ralentirait en Chine, en liaison avec l'affaiblissement de la demande, dans un contexte de tensions commerciales avec les Etats-Unis. Dans les autres pays émergents, la croissance se consoliderait, notamment en Afrique du Sud, au Brésil et en Inde. Dans les pays en développement, les perspectives à moyen terme dans la zone CEMAC font ressortir une amélioration progressive de la situation économique et financière, avec la remontée des cours du pétrole, ainsi que l'accélération de la mise en œuvre des réformes économiques, monétaires et financières convenues avec le FMI. Selon la BEAC, le taux de croissance du PIB réel s'établirait à 2,5% en 2018 après un niveau nul en 2017.

### 5.1.2. Inflation dans les pays partenaires

Les taux d'inflation dans la plupart des économies avancées se situeraient à des niveaux proches des objectifs des banques centrales. Dans les pays émergents, les prix sont en hausse, en liaison avec la fermeté attendue des cours du baril de pétrole et des produits alimentaires. Au Ghana et au Nigeria, l'inflation poursuivrait sa tendance baissière.

Selon les groupes de pays, l'évolution de l'inflation se présente comme suit :

**Tableau 9 : Prévision du taux d'inflation, en variation annuelle (%)**

	Réalizations			Estimations	Prévisions
	août-18	sept.-18	oct.-18	nov.-18	déc.-18
<b>Economies avancées</b>	<b>3,86</b>	<b>2,51</b>	<b>2,78</b>	<b>2,82</b>	<b>2,97</b>
<i>Etats-Unis</i>	2,40	2,28	2,52	2,40	2,46
<i>Zone euro</i>	2,70	2,10	2,20	2,15	2,18
<i>Autres</i>	9,54	3,81	4,41	5,01	5,60
<b>Economies émergentes</b>	<b>4,65</b>	<b>4,57</b>	<b>4,95</b>	<b>5,13</b>	<b>5,24</b>
<i>Chine</i>	4,19	4,53	4,56	4,54	4,55
<i>Inde</i>	7,60	8,60	9,60	10,60	11,60
<i>Brésil</i>	4,19	4,53	4,56	4,54	4,55
<i>Autres</i>	3,17	2,99	3,24	3,05	3,24
<b>Pays partenaires de l'UEMOA</b>	<b>3,20</b>	<b>3,14</b>	<b>3,29</b>	<b>3,17</b>	<b>3,24</b>
<i>France</i>	2,26	2,20	2,21	1,91	2,06
<i>Pays-bas</i>	4,90	1,88	2,10	2,03	2,07
<i>Autres</i>	3,19	3,21	3,37	3,27	3,33
<b>Pays voisins de l'UEMOA</b>	<b>11,15</b>	<b>11,19</b>	<b>11,15</b>	<b>11,27</b>	<b>11,21</b>
<i>Nigeria</i>	11,23	11,28	11,26	11,37	11,32
<i>Ghana</i>	9,90	9,80	9,50	9,75	9,63

Sources : OCDE, sites et revues spécialisés, calculs BCEAO

### 5.1.3. Prix des produits de base

Sur les marchés des matières premières, les prix des produits agricoles exportés par les pays de l'Union connaîtraient des évolutions contrastées. Les cours du pétrole, du café robusta, du cacao et de l'or augmenteraient, tandis que ceux des autres produits baisseraient.

**Tableau 10 : Prévisions des cours des matières premières (variation mensuelle en %)**

Produits exportés	Réalizations				Estimations		Prévisions
	oct. 17	déc. 17	août 18	sept. 18	oct. 18	nov. 18	déc. 18
Pétrole brut (NYMEX) (en \$/baril)	3,1	2,1	-2,8	4,0	1,3	-14,6	3,0
Café robusta (OIC) (en cents/livre)	-1,3	-4,4	-4,5	-5,1	11,5	-0,6	1,9
Cacao (OICC) (en cents/livre)	4,9	-9,9	-7,6	0,8	-2,9	5,3	1,1
Coton (NY 2ème position) (en cents/livre)	-3,2	8,0	-3,1	-4,6	-2,4	1,3	0,5
Huile de palme (en \$/tonne métrique)	0,0	-6,0	-6,2	-0,6	-5,0	-6,8	-4,2
Huile de palmiste (en \$/tonne métrique)	4,3	-9,6	3,2	-4,0	-8,9	-11,3	-8,1
Caoutchouc (en eurocents/kg)	-7,3	1,5	2,9	-1,6	0,9	-2,5	-1,6
Noix de cajou (en \$/tonne métrique)*	-0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Or (en \$/once)	-2,6	-1,0	-3,3	-0,2	1,5	0,3	1,0
<b>Produits importés</b>							
Huile de soja (cents/livre)	-2,0	-3,2	-0,6	-1,4	3,6	-3,8	-0,9
Blé (cents/boisseau)	-2,0	-2,4	6,5	-4,9	-0,2	-0,5	-1,7
Riz (cents/lb)	-4,7	1,2	-10,2	-4,4	4,3	0,0	0,3
Mais (cents/boisseau)	-0,1	1,9	3,3	-1,5	4,3	0,5	1,1

Sources : Reuters, calculs BCEAO

La reprise des cours du pétrole serait expliquée par l'accord entre l'Organisation des pays producteurs de pétrole et son allié russe d'abaisser la production de pétrole pour les six prochains mois.

## 5.2. Perspectives de croissance dans l'UEMOA

Pour le mois de novembre 2018, les économies de l'Union continueront de bénéficier du renforcement de la demande intérieure. Pour l'année 2018, dans son ensemble, ces conditions favorables demeureront, avec la fermeté de la demande en provenance des principaux pays partenaires européens, dont la croissance est à un niveau soutenable.

Toutefois, l'accentuation des tensions commerciales entre les Etats-Unis et certains de leurs partenaires et la mise en œuvre de mesures de rétorsion par les partenaires économiques de l'Union pourraient affaiblir les perspectives économiques de l'UEMOA via la réduction du volume du commerce mondial. Une tendance baissière des cours internationaux de la plupart des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA, à l'exception du pétrole, aurait des effets négatifs sur le budget et la croissance des Etats de l'UEMOA. Cette situation pourrait être exacerbée par le resserrement des conditions de financement au niveau mondial, la persistance de la faiblesse du taux de pression fiscale, ainsi que la dégradation du climat sécuritaire et politique.

Selon les résultats de l'enquête de conjoncture d'octobre 2018, l'activité économique se redressera dans le secteur des industries, en lien principalement avec la vigueur de la demande sur le marché intérieur. En ce qui concerne les activités commerciales, les entreprises anticipent une hausse de leur chiffre d'affaires, avec l'accroissement des commandes en provenance du marché intérieur, dans le cadre des activités commémoratives de la fin de l'année 2018. Les entreprises du secteur des services enregistreraient une progression de leurs activités, en liaison avec la hausse du volume global des prestations dans les branches de l'hôtellerie, de la restauration et de l'immobilier.

En revanche, les opérateurs des bâtiments et travaux publics anticipent un léger recul de leurs activités, en relation avec la baisse de nouveaux contrats signés.

Les estimations effectuées par la BCEAO à partir des résultats des enquêtes de conjoncture à fin octobre 2018 et les dernières informations disponibles font ressortir une amélioration de la croissance, à très court terme, des économies de l'Union, avec un taux de progression de l'activité économique de 6,8% au quatrième trimestre 2018, après une réalisation de 6,7% le trimestre précédent. Le regain de dynamisme de l'activité au quatrième trimestre 2018 est attribuable notamment au renforcement de la production manufacturière et à la bonne tenue des activités commerciales et des prestataires de services.

Par branche, la dynamique de l'économie de l'Union est projetée comme suit :

**Tableau 11 : Evolution de la croissance au sein de l'UEMOA par secteur d'activité (contribution en point de %)**

Branche d'activités	Taux de croissance Annuel (%)		Taux de croissance trimestrielle (glissement annuel %)							
	Réalizations		Réalizations				Estimation		Prévisions	
	2016	2017	T1-2017	T2-2017	T3-2017	T4-2017	T1-2018	T2-2018	T3-2018	T4-2018
<b>Secteur primaire</b>	<b>1,9</b>	<b>1,5</b>	<b>1,8</b>	<b>1,5</b>	<b>1,3</b>	<b>1,1</b>	<b>1,2</b>	<b>1,1</b>	<b>1,2</b>	<b>1,0</b>
Agriculture vivrière	0,6	0,6	1,5	1,2	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	0,9
Agriculture de rente (ou exportation)	0,2	0,6	0,3	0,5	0,5	0,4	0,2	0,1	0,1	0,1
Sylviculture	0,8	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pêche	0,3	0,1	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	0,1	0,1	0,1
<b>Secteur secondaire</b>	<b>0,8</b>	<b>1,6</b>	<b>1,0</b>	<b>1,3</b>	<b>1,4</b>	<b>1,5</b>	<b>1,5</b>	<b>1,5</b>	<b>1,5</b>	<b>1,6</b>
Activités extractives	0,2	0,4	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Industries manufacturières	0,3	0,6	0,4	0,6	0,8	0,8	0,8	0,8	0,7	0,9
Production énergie	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2
BTP	0,2	0,5	0,2	0,3	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>3,7</b>	<b>3,4</b>	<b>3,7</b>	<b>4,0</b>	<b>4,0</b>	<b>3,8</b>	<b>3,8</b>	<b>3,8</b>	<b>4,0</b>	<b>4,1</b>
Commerce	0,8	0,6	0,5	0,6	0,7	0,7	0,6	0,6	0,7	0,8
Transports, postes et communications	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,7	0,8	0,9	0,9
Banques, assurances et autres services non marchands	1,1	1,1	1,2	1,1	1,0	1,0	1,1	1,1	1,2	1,1
net SIFIM	0,8	0,5	0,7	0,8	0,8	0,8	0,7	0,6	0,6	0,7
Services non marchands	0,8	0,5	0,7	0,8	0,8	0,8	0,7	0,6	0,6	0,7
Impôts et taxes	0,5	0,8	0,8	0,9	1,0	0,9	0,7	0,6	0,6	0,6
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>6,4</b>	<b>6,6</b>	<b>6,6</b>	<b>6,8</b>	<b>6,7</b>	<b>6,4</b>	<b>6,5</b>	<b>6,5</b>	<b>6,7</b>	<b>6,8</b>

Source : BCEAO

Sur la base des estimations des trois premiers trimestres et des prévisions sur le reste de l'année ainsi que des informations disponibles à ce jour, le rythme d'augmentation du PIB de l'UEMOA s'établirait à 6,6% en 2018, rythme identique à celui enregistré en 2017.

L'expansion de l'activité en 2018 serait soutenue par l'essor du secteur des services et des activités commerciales, en liaison avec le développement des infrastructures de transport et de communication. La croissance économique serait également tirée par la bonne tenue des activités industrielles. Cette embellie serait portée par le dynamisme des activités extractives et manufacturières ainsi que des Bâtiments et Travaux Publics qui continuent de bénéficier de l'exécution de grands chantiers dans les infrastructures de base. Par ailleurs, la hausse de la production agricole, du fait d'une pluviométrie globalement satisfaisante et de

---

la poursuite des actions entreprises pour redynamiser les principales filières agricoles, contribuerait à soutenir la croissance du PIB.

Sous l'angle de la demande, la consommation finale demeurerait le principal moteur de la croissance, en liaison avec la consolidation de la demande des ménages et celle de la consommation finale des Administrations publiques. En outre, la bonne dynamique de l'activité sera portée par la hausse des investissements, en relation avec le démarrage de nouveaux chantiers et l'accélération de ceux en cours pour la construction d'infrastructures de base dans presque tous les pays de l'Union. La demande extérieure nette continue de peser négativement sur les perspectives de croissance des économies de l'Union.

### **5.3. Perspectives d'évolution de la situation monétaire de l'Union**

Selon les estimations, la masse monétaire de l'Union se situerait à 26.398,3 milliards à fin novembre 2018 contre 23.560,3 milliards un an plus tôt. La hausse de 2.655,7 milliards (ou +11,2%) qui en résulterait serait imputable à la progression de 1.949,9 milliards (+7,3%) des créances intérieures attendues à 28.651,3 milliards et des AEN (+1.223,7 milliards ou +33,5%).

L'accroissement des créances intérieures serait lié à la hausse, en glissement annuel, des créances sur l'économie (+9,1%) qui s'établiraient à 21.340,2 milliards et de celles sur les Administrations publiques centrales (+2,3%).

Sous l'angle de ses composantes, l'accroissement de la masse monétaire se traduirait à fin novembre 2018, en glissement annuel, par la hausse des dépôts (+2.156,4 milliards) et de la circulation fiduciaire (+499,2 milliards).

### **5.4. Perspectives d'inflation**

Sur la base des estimations, le taux d'inflation dans l'UEMOA ressortirait à 1,0% à fin novembre 2018, en glissement annuel, stable par rapport au mois d'octobre 2018. La composante « Alimentation » serait la principale source de la hausse du niveau général des prix, en liaison avec le renchérissement des céréales dans certains pays sahéliens. Cette situation serait imputable à un approvisionnement insuffisant des marchés. En outre, l'ajustement à la hausse des prix des carburants dans certains pays de l'Union entraînerait une hausse du coût des services de transport.

**Tableau 12 : Evolution de l'inflation au sein de l'UEMOA par fonction (contribution en point de %)**

Fonctions	Réalizations						Estimation	Prévision
	déc. 17	mai 18	juin 18	juil. 18	août 18	sept. 18	oct. 18	nov. 18
Produits alimentaires et boissons	0,3	-0,2	-0,1	0,2	0,3	0,3	0,4	0,4
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Habillement	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Logement	0,1	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,1	0,1
Ameublement	0,2	0,1	0,1	0,1	-0,1	0,1	0,1	0,1
Santé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transport	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Communication	-0,2	-0,2	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1
Loisirs et culture	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Enseignement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Restaurants et Hôtels	0,3	0,2	0,2	-0,1	0,1	0,1	0,1	0,2
Autres biens	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
<b>Ensemble</b>	<b>0,9</b>	<b>0,4</b>	<b>0,6</b>	<b>0,8</b>	<b>0,9</b>	<b>1,0</b>	<b>1,0</b>	<b>1,0</b>

Sources : INS, BCEAO

Sur la base des réalisations des dix premiers mois de 2018 et des prévisions sur le reste de l'année, le taux d'inflation, en moyenne annuelle, se situerait à 0,9% en 2018 contre une réalisation de 0,8% en 2017. La hausse des prix en 2018 serait essentiellement imputable au renchérissement des produits alimentaires locaux, notamment les légumes et les produits de la pêche, ainsi que des services de restauration et de transport. Cette évolution traduit les effets des contraintes sur l'offre alimentaire observées dans certains pays, principalement au premier semestre de l'année.





---

## **ANNEXES STATISTIQUES**

Tableau A.1: Variation du chiffre d'affaires par branche

Tableau A.2: Indice de la production industrielle par branche

Tableau A.3 : Taux d'intérêt débiteurs des banques de l'UEMOA

Tableau A.4 : Evolution des crédits mis en place par les banques de l'UEMOA (contribution en points de %)

Tableau A.5 : Niveau des réserves libres selon la présence au refinancement

**Tableau A1 : Evolution du chiffre d'affaires par branche, (contribution en point de %)**

Branches	Variation mensuelle					Glissement annuel	
	2016	2017		2018		2018	
	oct.	oct.	déc.	sept.	oct.(*)	sept.	oct.(*)
<b>PRODUITS DE L'ALIMENTATION</b>	<b>0,6</b>	<b>0,4</b>	<b>-0,9</b>	<b>-0,6</b>	<b>-0,8</b>	<b>3,7</b>	<b>2,3</b>
Produits non transformés de l'agriculture, de la chasse ou de la sylviculture	0,0	0,1	0,0	0,1	-0,2	0,5	0,1
Produits non transformés de la pêche, de la pisciculture ou de l'aquaculture	0,3	0,1	0,0	-0,3	-0,1	0,3	0,2
Autres produits de l'alimentation, boissons et tabacs	0,3	0,2	-0,9	-0,4	-0,6	2,9	2,1
<b>EQUIPEMENT DE LA PERSONNE</b>	<b>0,2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,3</b>	<b>1,6</b>	<b>0,5</b>
Textiles, habillement, articles chaussants et cuirs	0,2	0,0	0,0	0,1	0,3	1,5	0,5
Montres, horloges, bijoux et pierre précieuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>EQUIPEMENT DU LOGEMENT</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,3</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,8</b>	<b>0,0</b>
Ameublement, équipements et produits ménagers	-0,1	0,3	0,0	-0,1	0,0	0,0	-0,2
Matériaux de construction, quincaillerie, peintures, verres et articles de verre	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,2	0,8	0,2
<b>AUTOMOBILES, MOTOCYCLES ET PIECES DETACHES</b>	<b>-1,3</b>	<b>-0,9</b>	<b>-0,8</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>-2,7</b>	<b>-3,1</b>
Véhicules automobiles neufs	-0,8	0,6	-1,0	0,2	-0,1	0,3	-0,6
Véhicules automobiles usagers	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0
Motocycles neufs	-0,3	-1,3	0,1	0,0	0,2	-2,9	-2,6
Motocycles usagers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pièces et accessoires de véhicules automobiles et de motocycles neufs	-0,2	-0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	0,2
Pièces et accessoires de véhicules automobiles et de motocycles usagers	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1
<b>PRODUITS PETROLIERS</b>	<b>0,4</b>	<b>0,7</b>	<b>4,1</b>	<b>0,4</b>	<b>0,2</b>	<b>5,3</b>	<b>4,3</b>
Produits pétroliers	0,4	0,7	4,1	0,4	0,2	5,3	4,3
<b>PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET COSMETIQUES</b>	<b>1,1</b>	<b>1,0</b>	<b>0,2</b>	<b>1,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>1,5</b>	<b>1,0</b>
Produits pharmaceutiques et médicaux	1,1	1,0	0,2	1,0	-0,1	1,6	1,0
Parfumerie et produits de beauté	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1
<b>PRODUITS DIVERS</b>	<b>-0,4</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,8</b>	<b>0,2</b>	<b>0,6</b>	<b>1,9</b>	<b>2,7</b>
Machines de bureau et matériel et informatique	0,0	0,2	0,0	0,5	0,2	0,4	0,2
Autres appareils électriques et électroniques non ménagers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,2	-0,4
Articles de presse, librairie, papeterie, fournitures scolaires	0,0	-0,1	0,0	-0,1	0,2	-0,3	-0,2
Autres produits	-0,4	-0,2	-0,8	-0,1	0,2	2,0	3,0
<b>INDICE GLOBAL</b>	<b>0,6</b>	<b>1,5</b>	<b>1,8</b>	<b>1,4</b>	<b>0,3</b>	<b>12,2</b>	<b>7,7</b>

(\*) données provisoires, CVS

Source : BCEAO

**Tableau A2 : Indice de la production industrielle par branche, (contribution en point de %)**

Branches	Variation mensuelle					Glissement annuel	
	2016	2017		2018		2018	
	oct.	oct.	déc.	sept.	oct.(*)	sept.	oct.(*)
<b>PRODUCTION DES ACTIVITES EXTRACTIVES</b>	<b>1,0</b>	<b>2,0</b>	<b>-2,1</b>	<b>2,5</b>	<b>3,0</b>	<b>1,4</b>	<b>0,9</b>
Pétrole brut et gaz naturel	0,2	0,3	-1,4	0,1	0,3	0,8	0,8
Minerais d'uranium et de thorium	0,2	-0,1	0,2	0,3	0,0	-0,5	-0,6
Minerais métalliques	0,5	-0,2	-0,3	1,9	0,9	1,1	0,6
Autres minerais	0,1	1,9	-0,5	0,2	1,8	0,0	0,0
<b>INDUSTRIES MANUFACTURIERES</b>	<b>0,0</b>	<b>0,4</b>	<b>-3,2</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,6</b>	<b>1,3</b>	<b>0,8</b>
Produits alimentaires et de boissons	-0,7	0,1	-1,2	-0,9	-0,1	2,0	1,6
Produits à base de tabac	0,0	0,1	-0,9	0,1	0,0	0,0	0,1
Textiles	0,4	-3,3	0,0	-0,5	0,1	-2,3	-3,7
Articles d'habillement	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Cuir; articles de voyage et de maroquinerie, articles de sellerie et de bourrellerie; chaussures	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bois et articles en bois et en liège (sauf meubles); articles de vannerie et de sparterie	0,0	0,1	-0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
Papier, carton et articles en papier et en carton	-0,1	-0,1	0,1	0,2	0,0	0,2	0,1
Produits de l'édition, de l'imprimerie et supports enregistrés	0,0	0,1	0,0	-0,2	0,0	0,0	0,1
Produits pétroliers raffinés	-0,2	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,1
Produits chimiques	-0,3	0,0	0,1	-0,3	-0,3	0,6	0,7
Caoutchouc et matières plastiques	0,9	-0,7	-0,2	0,3	-0,1	0,2	-0,4
Autres produits minéraux non métalliques	0,2	0,3	-0,6	0,7	0,0	0,7	1,1
Produits métallurgiques de base	-0,1	-0,1	0,0	-0,1	0,1	-0,2	-0,4
Ouvrages en métaux (sauf machines et matériel)	0,0	2,8	-0,2	0,0	-0,3	0,9	1,2
Machines et matériel n.c.a.	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,2	0,2
Machines et appareils électriques n.c.a.	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,3	0,3
Instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres matériels de transport	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Meubles; activités de fabrication n.c.a.	-0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0
Produits de récupération	0,0	1,1	0,0	0,6	0,0	-1,2	0,0
<b>PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE, DE GAZ ET D'EAU</b>	<b>-0,3</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,5</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,5</b>	<b>-0,5</b>	<b>-0,1</b>
Electricité, gaz, vapeur et eau chaude	-0,3	-0,1	-0,5	-0,1	-0,4	-0,5	-0,1
Eau	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,1
<b>Indice Général</b>	<b>0,8</b>	<b>2,3</b>	<b>-5,8</b>	<b>2,4</b>	<b>1,9</b>	<b>2,2</b>	<b>1,6</b>

(\*) données provisoire, CVS  
Source : BCEAO

**Tableau A3 : Taux d'intérêt débiteurs des banques de l'UEMOA (%)**

	Niveau moyen mensuel				
	2016	2017		2018	
	oct.	oct.	déc.	sept.	oct.
<b>NATURE DU DEBITEUR</b>					
Etat et organismes assimilés	3,97	6,14	5,91	5,37	4,25
Particuliers	8,27	8,51	7,26	7,96	8,23
Clientèle financière	7,53	6,64	7,07	7,30	8,41
Sociétés d'Etat et EPIC	6,87	6,58	6,22	5,17	5,20
Assurances-Caisses de retraite	9,47	8,11	7,74	7,49	7,51
Entreprises privées du secteur productif	6,33	6,87	7,15	6,64	6,97
Entreprises individuelles	7,92	7,44	6,82	6,80	6,12
Coopératives et groupements villageois	8,08	9,48	10,23	8,98	8,95
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	6,40	8,05	8,07	8,40	8,04
Personnels des banques	2,26	2,37	2,54	1,72	2,21
<b>Total</b>	<b>6,63</b>	<b>7,15</b>	<b>6,88</b>	<b>6,66</b>	<b>6,59</b>
<b>OBJET DU CREDIT</b>					
Habitation	7,83	8,21	7,19	7,86	7,68
Exportation	8,00	8,01	9,15	7,67	7,99
Equipement	7,96	7,86	7,77	7,18	7,56
Consommation	7,81	8,31	7,61	7,98	7,98
Trésorerie	6,08	6,79	6,54	6,20	6,07
Autres	6,89	7,33	7,31	7,21	7,43
<b>Total</b>	<b>6,63</b>	<b>7,15</b>	<b>6,88</b>	<b>6,66</b>	<b>6,59</b>
<b>DUREE DU CREDIT</b>					
inf ou égale à 1 mois	5,30	6,07	5,57	6,10	6,10
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	5,10	6,09	6,07	6,13	6,06
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	7,79	7,89	6,79	7,21	6,98
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	8,79	8,08	7,98	7,95	6,46
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	5,37	7,72	8,00	6,92	7,00
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	8,34	8,20	7,92	6,79	7,42
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	8,37	8,06	7,52	7,53	7,92
Plus de 10 ans	5,74	5,74	6,16	4,66	6,29
<b>Total</b>	<b>6,63</b>	<b>7,15</b>	<b>6,88</b>	<b>6,66</b>	<b>6,59</b>

Source : BCEAO

**Tableau A4 : Evolution des crédits mis en place par les banques de l'UEMOA  
(contribution en points de %)**

	cumuls mensuels (en mds)				Variation mensuelle		Glissement annuel	
	2017		2018		2018		2018	
	oct.	déc.	sept.	oct.	sept.	oct.	sept.	oct.
<b>Crédits bancaires totaux</b>	1 022,1	1 493,1	1 175,3	1 325,3	12,0	12,8	24,3	27,8
Crédits aux particuliers	183,4	232,7	160,8	134,2	-1,0	-2,3	-1,4	-3,2
Crédits aux entreprises privées	611,5	890,7	632,1	669,2	10,0	3,2	7,0	4,4
Crédits aux entreprises du secteur public	19,2	115,6	79,6	80,9	3,3	0,1	6,3	5,1
Crédits de trésorerie	613,4	985,4	736,0	909,2	10,0	14,7	20,3	22,3
Crédits de consommation	139,9	168,5	154,5	176,2	-1,5	1,8	2,3	5,4
crédits d'équipement	63,2	130,4	106,2	82,6	1,5	-2,0	0,5	-0,7
Crédits d'habitation	33,4	23,8	16,0	16,5	0,1	0,0	-1,1	0,0

Source : BCEAO

**Tableau A5 : Niveau des réserves libres selon la présence au refinancement**  
(en milliards, sauf indication contraire)

Pays	Banques venant au refinancement			Autres banques			Total	
	Réserves libres	RO	En % des réserves requises	Réserves libres	RO	En % des réserves requises	Réserves libres	En % des réserves requises
Bénin	14,2	20,8	0,7	25,0	21,9	1,1	39,2	0,9
Burkina	76,8	56,2	1,4	13,2	22,4	0,6	90,0	1,1
Côte d'Ivoire	256,3	138,4	1,9	235,6	97,4	2,4	491,9	2,1
Guinée-Bissau	9,0	3,4	2,7	1,4	1,8	0,8	10,4	2,0
Mali	39,4	50,4	0,8	30,0	37,9	0,8	69,4	0,8
Niger	15,3	12,4	1,2	17,2	18,0	1,0	32,6	1,1
Sénégal	76,0	75,4	1,0	81,7	58,7	1,4	157,7	1,2
Togo	12,3	19,9	0,6	10,6	15,0	0,7	22,9	0,7
<b>UMOA</b>	<b>499,3</b>	<b>376,9</b>	<b>1,3</b>	<b>414,8</b>	<b>273,2</b>	<b>1,5</b>	<b>914,2</b>	<b>1,4</b>





**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST